## **CURRICULUM VITAE**

VIGNAL épouse TAGLIARINO Nancy,

18 rue de Charleroi 98800 NOUMEA Tél. : (+687) 74 79 26

#### - Détail des fonctions :

**Depuis 2014 :** Maître de conférences AMU, en délégation à l'Université de Nouvelle-Calédonie

1998-2014 : Maître de conférences – Aix-Marseille Université.

1997-1998 : Chargée d'enseignement à l'Institut de Droit des affaires d'Aix-Marseille III.

**1995-1997 :** Attachée temporaire d'enseignement et de recherche à la Faculté de droit d'Aix-Marseille III.

**1992-1995**: Allocataire de recherches.

## - Titres universitaires français:

**2003** : Habilitation à diriger des recherches.

**1997 :** Docteur en droit, mention très honorable avec les félicitations du jury (prix Gabriel de Bonnecorse (année 1996 -1997) : prix décerné à un étudiant de troisième cycle ayant excellé dans une réflexion fondamentale sur l'évolution du droit).

**1992 :** D.E.A. de droit des affaires, Institut de droit des affaires, AIX-MARSEILLE III, mention A.Bien.

**1991**: Maîtrise de droit des affaires, GRENOBLE II, mention Bien.

1990 : Licence de droit privé, GRENOBLE II, mention A.Bien.

#### - Travaux, ouvrages, articles, réalisations :

- 1°) Manuel Droit commercial (Droit interne et aspects de droit international) LGDJ, Lextenso éditions, en collaboration avec J. MESTRE, M.-E. PANCRAZI, I. ARNAUD-GROSSI et L. MERLAND.
- 2°) Thèse de doctorat en droit : "La transparence en droit privé des contrats (Approche critique de l'exigence)", sous la direction de J. MESTRE, éd. Presses universitaires d'Aix-Marseille, 1998.

## **3°)** Articles et commentaires

- « Le traitement d'une entreprise en difficulté peut-il s'inspirer d'un objectif de paix ? » à paraître in ouvrage Lextenso courant 2015.
- « Un droit de la concurrence pour la Nouvelle-Calédonie », Revue Lamy de la concurrence 2014/41, p. 82 (1<sup>ère</sup> partie) ; Revue Lamy de la concurrence 2015/42, p. 101 (2<sup>nde</sup> partie).
- « Extension de la liquidation judiciaire d'une société à son gérant pour confusion de patrimoines », (Commentaire 14 janv. 2014, n° 12-29809), BJED 2014, p. 148.

- « PSE inexistant ou insuffisant: l'absence de nullité des licenciements est constitutionnelle! », (Commentaire C. constit. 28 mars 2013, 2013-299 QPC), BJED 2013, p. 248.
- « Le liquidateur judiciaire peut agir en inopposabilité de cessions de parts de la société débitrice », (Commentaire Cass. com., 25 sept. 2012, n° 11-30018), BJED 2013, p. 15.
- « Activités de l'employeur sur plusieurs Etats membres et garantie des salaires »,
  (Commentaire Cass. soc., 11 avril 2012, n° 09-68553), BJED 07-08/2012, p. 233.
- « Défaillance dans l'exécution du plan de sauvegarde ou de redressement : différence de traitement conforme à la Constitution » (Commentaire Cass. com., 13 déc. 2011, n° 11-40078), BJED 05-06/2012, p. 146.
- « Le liquidateur est seul habilité à recevoir des fonds pour le compte du débiteur dessaisi » (Commentaire Cass. com., 12 juill. 2011, n° 10-19430), BJED 2011, p. 310.
- « Professionnels indépendants : exit le droit du surendettement des particuliers », (Commentaire Cass. com., 17 mai 2011), BJED 11/2011, p. 240.
- « Cessation d'activité et saisine d'office du tribunal aux fins d'ouverture d'une procédure collective », (Commentaire Cass. com., 15 fév. 2011), BJED 05-06/2011, p. 108.
- « Opération de concentration et droit du comité d'entreprise », (Commentaire Cass. soc., 26 oct. 2010), RJS 03/2011, p. 179.
- « Le droit du comité d'entreprise d'être informé et consulté dans le cadre d'opérations de fusion », (Commentaire CA Paris, 31 juill. 2009 et Cass. soc., 29 sept. 2009), RJS 02/2010, p. 99.
- « Sûreté réelle pour autrui et devoir de mise en garde du banquier » (Commentaire Cass. com., 29 mars 2009), Annales des loyers 12/2009, p. 2440.
- « Assignation d'un détective privé en redressement judiciaire », (Commentaire Cass. com., 27 mai 2008), RLDA 09/2008, p. 27.
- « Les professionnels libéraux indépendants peuvent encore échapper au droit des procédures collectives ... » (Commentaire CA Paris 20 nov. 2007), Bull. Joly Sociétés, 08/2008, n°3, §47.
- « L'attraction de l'engagement d'honneur dans le giron du droit : la morale des affaires a son honneur ! » (Commentaire Cass. com., 23 janv. 2007), RLDC 07/2007, p.6.
- « Les conséquences de l'opération de transfert d'entreprise en procédure collective : la situation des salariés » (Commentaire Cass. soc., 2 fév. 2006), LPA 2006, n° 183, p. 10.
- « Les incidences sociales de la loi de sauvegarde des entreprises », SSL 2006, n° 1286 (supplément), p. 31.

- « L'extension du droit des entreprises en difficulté aux professions libérales », in La loi sur la sauvegarde des entreprises, PUAM 2006, p. 31.
- « Les pouvoirs du juge résultant de la procédure de prévention des difficultés des entreprises régie par le Code de commerce », in La prévention des difficultés des entreprises (Analyse des pratiques juridiques), PUAM. 2004, p. 105.
- « Le droit commun des contrats au service de la rupture du commodat à durée indéterminée » (Commentaire Cass. 1<sup>re</sup> civ., 3 fév. 2004), RLDC 04/2004, p. 5.
- « Deux promesses valent mieux qu'une » (Commentaire Cass. Soc., 14 janvier 2004), RLDC 07-08/2004, p.5.
- « La responsabilité des salariés », Droit & Patrimoine sept. 2003, p. 72.
- « Expertise de gestion expertise *in futurum* : la fin d'une cohabitation ? » (Commentaire T. com. Paris, 27 juin 2002), Bull. d'actualité Lamy sociétés commerciales 11/2002.
- « Les nouveaux pouvoirs du comité d'entreprise », Droit & Patrimoine nov. 2001, p. 68.
- « Les conditions de l'annulation d'une clause de non-concurrence adoptée par une résolution d'assemblée », (Commentaire CA Versailles, 16 mars 2000), Bull. d'actualité – Lamy sociétés commerciales 02/2001.
- « La COB rappelée à l'ordre dans l'exercice de son pouvoir de sanction » (Commentaire Cass. Ass. plén., 5 février 1999 (2 arrêts), Bulletin d'actualité Lamy sociétés commerciales 03/1999, et Revue Lamy Droit des affaires 04/1999, p. 5.

## 4°) Participation à des ouvrages collectifs :

#### - Lamy Droit du contrat sous la direction de Bertrand FAGES :

Rédaction et actualisation des études suivantes : « L'offre et l'acceptation », étude n° 135 ; « La rétractation et le dédit », étude n° 138 ; « L'agrément », étude 142 ; « Les contrats conclus *intuitu personae* », étude n° 156 ; « Les contrats conditionnels », étude n° 161 ; « Les clauses d'exclusivité, d'objectif et de non-concurrence », étude n° 338 ; « Les clauses de confidentialité et d'information », étude 339 ; « La durée du lien contractuel », étude n° 405 ; « Le renouvellement du lien contractuel », étude n° 410 ; « Le décès du contractant », étude 435.

# - <u>Les principales clauses des contrats d'affaires sous la direction de Jacques MESTRE et Jean-Christophe RODA Lextenso éditions</u>

#### 5°) Chronique

Chronique mensuelle de « Droit de l'insolvabilité » avec une équipe resserrée d'enseignantschercheurs regroupés au sein du CEDI (Centre d'étude du droit de l'insolvabilité) au Journal des sociétés.

## **6°) Autres** :

- Entreprises en difficulté Liquidation judiciaire, Rép. Dalloz, 2012 (en cours d'actualisation)
- Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires, la situation des salariés, J.-Cl., Procédures collectives (2015)

#### - Activités d'enseignement :

## • Cours:

- **Droit des entreprises en difficulté** (Master I)
- **Droit commercial** (Licence II, IEJ)
- Droit des sociétés (droit commun et droit spécial) (Licence III)
- **Droit des contrats spéciaux** (Licence III)
- Introduction au droit des affaires (Licence II)

#### • Séminaires :

- **Droit des procédures collectives** (Master Recherche Droit économique, Master Ingénierie des sociétés, DU Prévention, traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations).
- **Droit des contrats** (Master professionnel Droit des affaires internationales, Master professionnel Droit et fiscalité de l'entreprise).
- La période d'essai (Master professionnel Droit social des relations du travail dans l'entreprise).
- La suspension du contrat de travail (Master professionnel Droit des relations du travail dans l'entreprise).
- La négociation collective (Master professionnel Droit des relations du travail dans l'entreprise).
- La représentation du personnel (Master professionnel Droit des relations du travail dans l'entreprise).
- Les syndicats (Master professionnel Droit des relations du travail dans l'entreprise).
- La situation des salariés dans les entreprises soumises à une procédure collective (Master professionnel Droit des relations du travail dans l'entreprise; DESU Prévention, traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations).
- **Groupes de sociétés et droit social** (Master professionnel Droit et fiscalité de l'entreprise, Master professionnel Droit des affaires internationales).
- Le champ d'application du droit des entreprises en difficulté (DESU Prévention, traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations).
- Sauvegarde, redressement et liquidation judiciaires (DESU Prévention, traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations).
- **Restitution et revendication** (DESU Prévention, traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations).

#### Colloques :

- Organisation du colloque Université de la Nouvelle-Calédonie en juillet 2014 **Le droit économique en Nouvelle-Calédonie** ; actes à paraître in PUAM.
- Le traitement de l'entreprise en difficulté peut-il s'inspirer d'un objectif de paix ?, in colloque La paix, un possible objectif pour les juristes de droit des affaires ? (AMU octobre 2014).

- La santé et la sécurité des travailleurs dans les industries extractives, in Colloque Le droit de la santé en Nouvelle-Calédonie : de la médecine traditionnelle à la bioéthique (juillet 2014).
- Organisation du colloque IDA « **Procédure collective et patrimoine** » ; exposé sur « **l'extension de procédure ; aspects de droit commercial, aspects de droit social** » (oct. 2013).
- Le principe pollueur-payeur appréhendé sous l'angle des groupes de sociétés (Un droit de la responsabilité des sociétés mères au titre de la remise en état) Journée scientifique organisée en collaboration avec le laboratoire Droit de l'environnement et santé de la faculté de DAKAR à DAKAR, sur le thème « droit de l'environnement et droit des énergies renouvelables, expériences française et sénégalaise » (juin 2013).
- De nouvelles flexibilités dans l'entreprise (et droit du traitement des difficultés des entreprises), Rencontres AFJE/IDA (juin 2009).
- Les incidences sociales de la loi de sauvegarde des entreprises, Journées prud'homales d'Aix-en-Provence (juin 2006).
- L'extension du droit des entreprises en difficulté aux professions libérales, colloque sur la loi de sauvegarde des entreprises, organisé par la faculté de droit et le Centre de droit économique de l'Université d'Aix-Marseille III, et le barreau de Marseille (nov. 2005).
- Les pouvoirs du juge résultant de la procédure de prévention des difficultés des entreprises régie par le Code de commerce, colloque sur « La prévention des difficultés des entreprises Analyse des pratiques juridiques », organisé par la faculté de droit et le centre de droit économique de l'Université d'Aix-Marseille III, et le barreau de Marseille (mars 2004).
- Participation au colloque « De l'initiative économique à la sécurité financière », organisé par l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille III (janvier 2004) sur les thèmes suivants : renforcement des devoirs des dirigeants et renforcement du pouvoir des actionnaires.
- **La responsabilité des salariés**, colloque "Entreprise et responsabilité civile", organisé par l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille III (juin 2003).
- L'influence du droit communautaire sur le droit français en matière d'égalité de traitement entre les hommes et les femmes, colloque relatif à « L'incidence du droit communautaire sur le droit français et le droit polonais des affaires » organisé par la faculté de droit de Lodz (Pologne) et l'Institut de droit des affaires d'Aix-Marseille III (avril 2002), en Pologne.
- **Transparence et vie des entreprises**, colloque franco-thaïlandais sur la transparence et le droit, organisé par la faculté de droit d'Aix-Marseille (décembre 2001).
- L'accroissement des pouvoirs des comités d'entreprise, colloque sur l'entreprise face aux nouvelles régulations économiques, organisé par l'I.D.A. et l'A.F.J.E. (octobre 2001).
- <u>Programmes d'actualisation organisés par l'I.D.A.</u> (destinés aux professionnels du droit) <u>et diverses formations professionnelles</u>
- Actualisation en droit des procédures collectives ;
- Actualisation en droit commercial;
- Actualisation en droit social:
- Actualisation en droit des contrats.

## - Fonctions administratives

- Depuis septembre 2015, **Directrice de composante (département Droit, Economie et Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie)**
- Directrice de trois certificats universitaires à l'UNC : droit des entreprises en Nouvelle-Calédonie (I) et (II) et Régulation économique et passation des marchés en Nouvelle-Calédonie
- Directrice du DESU Prévention, Traitement judiciaire des difficultés des entreprises et restructurations créé en 2011 (IDA faculté de droit Aix-Marseille Université)
- Membre suppléante du CNU depuis 2011
- Membre élu du CNU (2008, 2009)
- Membre du jury de l'ENA, 2003

## - Direction de thèses

## Deux thèses en cours sur :

- Le rachat de l'entreprise en difficulté
- La notion d'intérêt dans le droit de l'entreprise en difficulté